



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 14 - du 27 juin au 10 juillet 2018

Indicateurs macroéconomiques

| | | |
|---|---|--------|
| Croissance PIB (%) | 2017 (INE) | 2,7 |
| | Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab*) | 2,3 |
| Déficit public (% du PIB) | 2017 (INE) | -3,0** |
| | Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab) | -0,7 |
| Solde primaire (% du PIB, 2017) (Gouvernement) | | 3,0 |
| Dette (% du PIB) | 2017 (INE) | 125,7 |
| | Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab) | 122,2 |
| Exportations de biens (Md€, mois de mai 2018) (INE) | | 5,2 |
| Importations de biens (Md€, mois de mai 2018) (INE) | | 6,3 |
| Exportations de services (Md€, mois d'avril 2018) (Banco de Portugal) | | 2,5 |
| Importations de services (Md€, mois d'avril 2018) (Banco de Portugal) | | 1,3 |
| Inflation sous-jacente (% , juin 2018) (INE) | | 1,0 |
| Taux de chômage | (% , 2017) (INE) | 8,1 |
| | (% , prévision fin 2018) (Gouvernement - Pstab) | 7,6 |
| | (% , mai 2018) (INE) | 7,3 |

* Programme de stabilité

** hors prise en compte de la recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public s'élève à 0,92 % du PIB

Situation des établissements bancaires

- Des organisations sociales entrent au capital de la banque Montepio

Le Président de l'Association Mutualiste Montepio Geral, Tomas Correia, a annoncé que plusieurs dizaines d'organisations sociales pourraient entrer jusqu'à hauteur de 2 % d'ici la fin 2018 au capital de la banque Montepio dont son association est propriétaire. Cette opération apporterait 48 M€ à l'association mutualiste ; en échange, les institutions sociales pourront participer à la définition des orientations stratégiques de la banque. L'organisation Santa Casa da Misericórdia de Lisboa (équivalent portugais de la Française des Jeux), qui avait envisagé d'investir 18 M€, ce qui avait suscité une polémique, n'a finalement investi que 75.000 € dans la banque.

Situation budgétaire

- La dette publique portugaise bat un nouveau record

La dette publique du Portugal a battu un nouveau record en atteignant 250,3 Md€ au mois de mai. Elle devrait toutefois poursuivre sa dégrue en proportion du PIB : alors qu'au 1^{er} trimestre, elle représentait 126,3 % du PIB portugais, le gouvernement prévoit de la rapporter à 122,2 % d'ici à la fin de l'année.

- **L'IGCP a annoncé l'émission d'Obligations du Trésor à Revenu Variable**

Le 29 juin, l'Agence de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) a annoncé l'émission, du 4 au 17 juillet, de nouvelles Obligations du Trésor à Revenu Variable (OTRV) au travers d'offres publiques de souscription pour un montant total de 500 M€. Il s'agit de la 7^{ème} émission de ce genre depuis la création de ce type de produits en mai 2016. Les titres, d'un montant unitaire de 1.000 € et d'une maturité de 7 ans, rapporteront 1 % par an.

- **L'IGCP a annoncé deux adjudications de dette publique**

Le 11 juillet, l'Agence de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) prévoit de réaliser deux adjudications d'obligations du Trésor : l'une de 750 M€ arrivant à maturité en octobre 2018 à un taux de 2,125 % et l'autre de 1,0 Md€, à échéance avril 2034, à un taux de 2,25 %.

Sectoriel

- **Le gouvernement lance des appels d'offres pour la requalification et l'agrandissement de l'autoroute IP3**

Le Premier ministre António Costa a lancé le projet de requalification de la route IP3 entre Coimbra et Viseu, qui bénéficiera d'un investissement public direct de 133 M€, versés en 3 phases. Les travaux devraient débuter au 1^{er} semestre 2019 et s'achever en 2022. A la fin de ces travaux, cette route nationale sera à 85 % à 4 voies ; à 12 % à 2 voies dans un sens et 1 voie dans l'autre ; et à 3 % à deux voies. Deux appels d'offres ont déjà été publiés pour la requalification du tronçon entre Penacova et Foz do Dão (12,5 M€) et pour l'étude de l'élargissement du tronçon Souselas - Viseu (4,7 M€).

La route IP3 est une des plus importantes liaisons routières entre le centre du Portugal et la frontière espagnole. Elle est aussi une des routes les plus meurtrières du Portugal, avec 190 morts en 20 ans. Sa requalification est une revendication ancienne des populations et autorités locales et avait déjà été promise à plusieurs reprises par le passé.

- **Le consortium dirigé par ENI mènera la 1^{ère} exploration pétrolière au Portugal dans l'Alentejo, mais ne pourra pas explorer l'Algarve**

Début juillet, la plateforme citoyenne « Algarve Libre de Pétrole » (*PALP*) a annoncé que le Tribunal Administratif et Fiscal de Loulé (Sud) avait donné raison à sa contestation de la résolution des Ministères de la Mer et de l'Economie qui autorisait la prospection d'hydrocarbures dans la région de l'Algarve (Sud), au large d'Aljezur. La plateforme avait invoqué la nécessité de prendre les mesures de précaution, alors que l'Agence portugaise pour l'environnement (*APA*) avait dispensé le projet de réalisation d'une étude d'impact environnemental.

Le consortium, formé par le groupe pétrolier italien *ENI* et le groupe portugais *Galp* qui devait réaliser cette prospection, mènera néanmoins comme prévu **la première exploration pétrolière au Portugal, qui commencera durant le 2^{ème} semestre de l'année, dans l'Alentejo** (Sud-Ouest).

- **L'usine d'Embraer à Évora sous contrôle américain suite à l'alliance avec Boeing**

Le géant américain *Boeing* et l'entreprise brésilienne *Embraer* ont signé un accord de *joint-venture*. Les deux groupes créeront une nouvelle entreprise qui reprendra la totalité des activités d'*Embraer* dans l'aviation commerciale. *Boeing* payera 3,3 Md€ pour contrôler à 80 % cette nouvelle entreprise et sera en charge de sa gestion. Cette opération doit encore être validée par de nombreux régulateurs et par l'État brésilien, qui dispose d'une action spécifique (« *golden share* ») dans la société. Avec cet accord, l'usine d'*Embraer* à Évora (Sud) devrait passer sous le contrôle de la nouvelle entreprise. *Embraer* conserverait le contrôle majoritaire (65 %) d'*OGMA*, l'entreprise de maintenance d'appareils et de constructions de composants située près de Lisbonne, dont le reste du capital (35 %) est détenu par l'État portugais.

- **Le gouvernement lance un nouveau programme pour financer et attirer les startups**

Le Premier ministre portugais, António Costa, a présenté le 9 juillet une nouvelle version du programme *Startup Portugal*. Le gouvernement souhaite ainsi contribuer au financement des startups et attirer des entrepreneurs et investisseurs étrangers. Le programme *Startup Portugal* prévoit la création de plusieurs lignes de crédit et le cofinancement d'un fond d'investissement pour attirer des fonds de capital-risque. Le gouvernement a aussi annoncé des mesures spécifiques pour les projets liés au tourisme et au commerce et l'attribution d'un visa pour les entrepreneurs et travailleurs qualifiés originaires de pays non-européen. Ce programme a été annoncé quatre mois avant l'ouverture de la troisième édition du *Web Summit*, que le gouvernement portugais espère maintenir à Lisbonne au-delà de 2018, en dépit de la candidature de plusieurs villes européennes.

Divers

- **Portugal fait partie des trois pays de l'UE sans restrictions « virtuelles » à l'IDE**

Selon la BCE, le Portugal fait partie des trois pays de l'UE sans la moindre restriction « virtuelle » aux investissements directs étrangers (IDE)¹. Cette conclusion est tirée de statistiques de l'OCDE prenant en compte différentes restrictions : les limitations aux capitaux étrangers ; les mécanismes d'approbation ou *screening* des IDE ; les restrictions sur l'emploi de personnel étranger ; et les autres restrictions (rapatriement de capital, droit de la propriété etc.).

- **La Commission ouvre une enquête sur les exonérations fiscales dans la zone franche de Madère**

La Commission européenne a ouvert une enquête approfondie sur les exonérations fiscales attribuées par le Portugal aux entreprises établies dans la zone franche de Madère. La Commission estime que des aides fiscales ont profité à des entreprises qui n'ont pas contribué au développement économique et à la création d'emplois dans l'archipel, comme prévu par les règlements approuvés par la Commission.

La zone franche de Madère a été créée en 1987 et prévoit des réductions du taux d'imposition sur les bénéficiaires et d'autres allègements fiscaux pour soutenir les investissements et la création d'emplois dans la région. Par le passé, des députés européens avaient déjà considéré que ces exonérations avaient transformé la région en « paradis fiscal ». Le Président de la région autonome de Madère, Miguel Albuquerque, et le gouvernement portugais ont indiqué être disponibles pour collaborer avec la Commission.

¹ https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/articles/2018/html/ecb.ebart201804_01.en.html#toc4

- **Lisbonne a progressé de 44 places dans le classement établi par Mercer des métropoles les plus chères au monde**

En juin 2018, Lisbonne a été classée en 93^{ème} position des métropoles les plus chères dans le classement de Mercer, soit 44 positions de plus que dans le précédent classement ; si l'ensemble des métropoles européennes progresse sensiblement dans ce classement du fait de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, la progression de Lisbonne est plus importante que la plupart des autres villes européennes (hors Allemagne). Pour rappel, ce classement compare le coût de la vie dans 209 métropoles pour des personnels expatriés en retenant des dizaines de paramètres, comme le coût du transport, de la nourriture, de l'habillement, des loisirs, des appareils ménagers et du logement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER / Christopher MARQUES

Revu par : Stanislas GODEFROY